

LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LEUR POPULATION

Présentation - Définitions	14
2-1 Le découpage administratif de la République	18
2-2 Le nombre de collectivités locales au 1 ^{er} janvier 2015	19
2-3 Les groupements de collectivités territoriales	20
2-4 La population de la République française	21
2-5 La population des départements	22
2-6 Les communes par taille	24
2-7 Les communes de plus de 100 000 habitants	25
2-8 Les groupements de communes à fiscalité propre par taille	26
2-9 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre	27

Les collectivités locales et leur population

PRÉSENTATION

La population municipale en vigueur en 2015 est de 65,453 millions de personnes pour la France. En ajoutant les collectivités d'outre-mer et la Nouvelle-Calédonie, elle atteint 66,054 millions pour l'ensemble de la République Française. En 5 ans, la population a augmenté de 2,6 % en France. Cette progression atteint 4,3 % dans les départements d'Outre-mer. La Martinique est la seule région à avoir vu sa population diminuer en 5 ans. A l'opposé, en métropole, la région Corse est la plus dynamique (+5,7 %).

En 2015, on compte 23 communes de moins suite à la fusion de certaines d'entre elles. La République Française compte 36 744 communes dont 36 529 en métropole. Parmi les communes de plus de 100 000 habitants, cinq d'entre elles ont vu leur population augmenter de plus de 5 % en l'espace de cinq ans. Il s'agit de Saint-Denis (93), Villeurbanne, Montpellier, Boulogne-Billancourt et Lyon.

En un an, le nombre d'intercommunalités à fiscalité propre n'a que peu varié. La couverture du territoire ayant été achevée début 2014, il n'y a eu que quelques fusions supplémentaires. Au 1^{er} janvier 2015, on dénombre 2 133 EPCI à FP (contre 2 145 en 2014). Les principaux changements sont en fait intervenus au niveau des catégories juridiques puisque 10 métropoles ont été créées (en plus de celle de Nice) suite à la transformation de 6 communautés urbaines (CU) et 4 communautés d'agglomération (CA). Par ailleurs, la communauté urbaine de Lyon s'est transformée en Métropole de Lyon et exerce à la fois les compétences d'une métropole et celles d'un conseil général.

Parmi les 70 communes encore isolées (hors métropole de Lyon), 42 intégreront la métropole du Grand Paris au 1^{er} janvier 2016 ; 15 sont dans le département de Mayotte ; 4 sont des îles composées d'une seule commune, bénéficiant à ce titre d'une dérogation législative (Île de Bréhat, Île de Sein, Ouessant, Île d'Yeu) ; 8 sont isolées suite à la décision du Conseil constitutionnel n°2014-391 QPC du 25 avril 2014 « Commune de Thonon-les-Bains et autre » ; enfin, une commune résulte de la transformation d'un EPCI à fiscalité propre en commune nouvelle.

Le nombre de syndicats poursuit sa tendance baissière : ils sont désormais environ 12 700, soit 700 de moins que l'année précédente. Une nouvelle catégorie juridique est apparue : le pôle d'équilibre territorial et rural (PETR). On en dénombre 55 au 1^{er} janvier 2015, provenant tous de la transformation de syndicats mixtes fermés.

■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

« L'intercommunalité à fiscalité propre au 1^{er} janvier 2015 », Bis n° 104, mars 2015, en ligne sur le portail des collectivités locales www.collectivites-locales.gouv.fr.

Les données relatives à la population légale sont disponibles sur le site de l'Insee : www.insee.fr.

Les données relatives à l'intercommunalité sont issues de la base nationale de l'intercommunalité (BANATIC), alimentée à partir des données intercommunales ASPIC saisies par les préfetures : www.banatic.interieur.gouv.fr.

Les données de synthèse sur les intercommunalités sont téléchargeables sur le portail des collectivités locales www.collectivites-locales.gouv.fr.

DÉFINITIONS...

► Depuis la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, sont définies comme « **collectivités territoriales de la République** » à l'article 72 de la Constitution :

- les communes ;
- les départements y compris les cinq départements d'outre-mer (DOM) ;
- les régions y compris les cinq régions d'outre-mer ;
- les collectivités à statut particulier ;
- les collectivités d'outre-mer (COM).

La Nouvelle-Calédonie est une collectivité publique dite *sui generis* (« de son propre genre ») et non une collectivité territoriale.

► **La commune** est la plus petite subdivision administrative française. Certaines communes ont acquis un statut particulier. C'est le cas de Paris, Marseille, Lyon depuis la loi dite « PML » du 31 décembre 1982.

La loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales instaure un nouveau dispositif de fusion de communes aboutissant à la création d'une commune nouvelle soumise aux règles applicables aux communes. Ce régime juridique a été modifié par la loi du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle.

Une **commune nouvelle** peut être créée en lieu et place de :

- communes contiguës ;
- communes appartenant à un même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;
- communes contiguës membres d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre distincts.

Sauf délibération contraire du conseil municipal de la commune nouvelle dans un délai de six mois à compter de la création de la commune nouvelle, des **communes déléguées** reprenant le nom et les limites territoriales de l'ensemble des anciennes communes dont la commune nouvelle est issue sont instituées au sein de celle-ci. Le conseil municipal peut décider de la suppression des communes déléguées dans un délai qu'il détermine. La commune nouvelle a seule la qualité de collectivité territoriale.

La création au sein d'une commune nouvelle de communes déléguées entraîne de plein droit pour chacune d'entre elles :

- l'institution d'un maire délégué, désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle ;
- la création d'une annexe de la mairie dans laquelle sont établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune déléguée.

Le rôle des communes déléguées correspond au dispositif de la loi n°82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale.

► **Le département**, créé par la loi du 22 décembre 1789, devient une collectivité territoriale par la loi du 10 août 1871. Les départements d'outre-mer (DOM) ont, quant à eux, été créés par la loi du 19 mars 1946.

► **La région** a été créée par la loi de décentralisation du 2 mars 1982. La première élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct a eu lieu le 16 mars 1986. Leur existence a été consacrée par la révision constitutionnelle du 28 mars 2003. La collectivité territoriale de Corse, qui est le plus souvent assimilée à une région, est dotée d'un statut particulier.

► **Les collectivités d'outre-mer (COM)** sont, aux termes de la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, des territoires de la République française dont le statut est régi par l'article 74 de la Constitution. Ces territoires ont des statuts et une organisation interne très divers régis par la loi organique. Ils sont au nombre de cinq depuis le 31 mars 2011 date à laquelle Mayotte est devenu officiellement le cent-unième département de France et le cinquième département d'outre-mer.

► **Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)** désignent les différentes formes de coopération existant entre les communes. On distingue deux types d'EPCI :

- la forme fédérative dite à fiscalité propre, caractérisée par une fiscalité directe locale et par l'existence de compétences obligatoires : les communautés urbaines, les communautés d'agglomération, les syndicats d'agglomération nouvelle, les communautés de communes et les métropoles (autres que la métropole de Lyon).
- la forme associative dite sans fiscalité propre, financée par les contributions des communes qui en sont membres : dont les syndicats à vocation unique et les syndicats à vocation multiple regroupés sous la dénomination syndicats de communes.

► **Forment la catégorie des groupements de collectivités territoriales** les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et les syndicats mixtes fermés et ouverts, les pôles métropolitains, les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux, les agences départementales, les institutions ou organismes interdépartementaux et les ententes interrégionales.

► **La métropole** : Créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la métropole est un EPCI regroupant des communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 500 000 habitants.

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a redéfini les métropoles de droit commun et leurs compétences.

Au 1^{er} janvier 2015, sont transformés par décret en une métropole les EPCI à fiscalité propre qui forment, à la date de la création de la métropole, un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine, au sens de l'Insee, de plus de 650 000 habitants.

Peuvent également obtenir par décret le statut de métropole, à leur demande :

- les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui forment, à la date de la création de la métropole, un ensemble de plus de 400 000 habitants et dans le périmètre desquels se trouve le chef-lieu de région (ex : Montpellier) ;

...DÉFINITIONS...

– les établissements publics de coopération intercommunale, centres d'une zone d'emplois de plus de 400 000 habitants, au sens de l'Insee, et qui exercent en lieu et place des communes, conformément au présent code, les compétences énumérées au I de l'article L. 5217-2 à la date de l'entrée en vigueur de la loi n° 2014-57 du 27 janvier 2014 (ex : Brest)

Cette loi comporte des dispositions spécifiques pour la métropole d'Aix-Marseille-Provence et la métropole du Grand Paris, qui seront mises en place au 1^{er} janvier 2016.

► **La métropole de Lyon** : Contrairement aux autres métropoles, la métropole de Lyon est une collectivité territoriale à part entière et non un établissement public de coopération intercommunale. La métropole de Lyon est une collectivité à statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, qui exerce à la fois les compétences dévolues aux conseils généraux et celles dévolues aux métropoles. On ne comptabilise pas la métropole de Lyon comme un EPCI à fiscalité propre, mais elle est prise en compte dans la détermination du nombre de communes et du nombre d'habitants couverts par une intercommunalité à fiscalité propre.

► **La communauté urbaine (CU)** : La communauté urbaine regroupe depuis la loi du 16 décembre 2010 plusieurs communes formant un ensemble de plus de 450 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave. Les communautés existant antérieurement à la loi de 1999 ont des effectifs inférieurs à ce seuil et peuvent ne pas avoir adopté le régime de la FPU. A noter que la loi du 27 janvier 2014 modifie ce seuil à 250 000 habitants.

Forme de coopération plus intégrée que la communauté d'agglomération, la communauté urbaine dispose de compétences plus larges que celle-ci.

► **La communauté d'agglomération (CA)** : Créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, la communauté d'agglomération est un EPCI regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants (des dérogations existent pour ces deux seuils démographiques).

► **Le syndicat d'agglomération nouvelle (SAN)** : Le syndicat d'agglomération nouvelle est une structure de coopération intercommunale mise en place pour organiser les villes nouvelles.

► **La communauté de communes (CC)** : Créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, la communauté de communes est un établissement public de coopération intercommunale regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

► **Les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)** sont des établissements publics de coopération intercommunale. Leur fonctionnement est similaire à celui d'un syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) à la différence près qu'un SIVU ne dispose que d'une unique compétence fixée dans ses statuts : c'est un syndicat spécialisé. Historiquement c'est la plus ancienne structure intercommunale puisqu'elle a été créée par la loi du 22 mars 1890 sur les syndicats de communes.

► **Les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM)** sont des établissements publics de coopération intercommunale. Leur objet n'est pas limité à une seule œuvre ou à seul objet d'intérêt intercommunal, mais comprend de multiples compétences. Le SIVOM exerce des responsabilités variées qui lui ont été confiées par les différentes communes. Ces dernières participent étroitement au pilotage du SIVOM. De nos jours, SIVU et SIVOM ne forment qu'une catégorie juridique, celle des syndicats de communes.

► **Les syndicats mixtes** ont été créés par un décret de 1935 pour donner aux collectivités la capacité de s'associer entre elles ou avec des établissements publics. Plusieurs constructions sont possibles : le syndicat mixte fermé qui associe (sauf exceptions prévues par l'article L5711-4) uniquement des communes et des EPCI, et le syndicat mixte ouvert qui inclut parmi ses membres différents échelons de collectivités territoriales ou des établissements publics tels qu'une chambre de commerce et d'industrie (CCI). Bien que soumis aux règles applicables aux EPCI, les syndicats mixtes ne sont pas au sens propre des EPCI, cette qualité étant réservée aux groupements de communes.

► **Le pôle métropolitain** : Il a été créé par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010. Les conditions d'éligibilité ont été modifiées par la loi du 27 janvier 2014 précédemment citée. Actuellement, le pôle métropolitain regroupe des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont au moins un comptant plus de 100 000 habitants. Par dérogation, le pôle métropolitain peut regrouper, sur un territoire d'un seul tenant et sans enclave, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre comprenant au moins un établissement public de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants limitrophe d'un État étranger.

► **Le pôle d'équilibre territorial et rural** : Créé par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014, le pôle d'équilibre territorial et rural est un établissement public constitué par accord entre plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, au sein d'un périmètre d'un seul tenant et sans enclave. Un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ne peut appartenir à plus d'un pôle d'équilibre territorial et rural. Le pôle d'équilibre territorial et rural est soumis aux règles applicables aux syndicats mixtes.

...DÉFINITIONS

► **Le recensement de la population** : La nouvelle méthode de recensement (voir loi du 27 février 2002) repose sur deux principes :

* les communes de moins de 10 000 habitants réalisent désormais une enquête de recensement exhaustive tous les cinq ans, à raison d'un cinquième des communes chaque année ;

* les communes de 10 000 habitants ou plus réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon de 8 % des logements.

Le recensement de la population du département de Mayotte, des COM et de la Nouvelle-Calédonie relève, selon les cas, des articles 156 ou 157 du titre V de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002. Les populations légales de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon, dont le recensement est réalisé dans le cadre général du recensement rénové (article 156), sont actualisées chaque année. Les autres COM ainsi que la Nouvelle-Calédonie et Mayotte procèdent, par dérogation (article 157), à des recensements généraux de la population tous les cinq ans.

► **La population légale** authentifiée par décret regroupe, pour chaque commune, sa population totale, sa population municipale et sa population comptée à part. Le décret n°2003-485 publié au Journal officiel du 8 juin 2003, relatif au recensement de la population fixe les différentes catégories de population et leur composition.

► **La population municipale** comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

► **La population comptée à part** comprend certaines personnes dont la résidence habituelle (au sens du décret) est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune.

► **La population totale** d'une commune est égale à la somme de la population municipale et de la population comptée à part de la commune.

► On appelle **unité urbaine** une commune ou un ensemble de communes qui comporte sur son territoire une zone bâtie d'au moins 2 000 habitants où aucune habitation n'est séparée de la plus proche de plus de 200 mètres. En outre, chaque commune concernée possède plus de la moitié de sa population dans cette zone bâtie.

Sont considérées comme rurales les communes qui ne rentrent pas dans la constitution d'une unité urbaine.

► Une **aire urbaine** ou « grande aire urbaine » est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

2-1 Le découpage administratif de la République

LE DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF DE LA RÉPUBLIQUE

(en nombre de collectivités)

Communes	36 744
dont : métropole	36 529
DOM	129
COM et Nouvelle-Calédonie	86
Arrondissements	335
dont : métropole	323
DOM	12
Départements	101
dont : métropole	96
DOM	5
Régions	27
dont : métropole	22
ROM	5
Collectivités d'outre-mer	5
Polynésie française, Wallis et Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin	
Collectivité à statut particulier	1
Nouvelle-Calédonie	

Source : Insee, Code officiel géographique en vigueur en 2015.

LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE LA FRANCE

(en nombre de collectivités)

Communes	36 658
dont : métropole	36 529
DOM	129
Conseils généraux	100
dont : métropole	96
DOM	4
Conseils régionaux	25
dont : métropole	21
ROM	4
Collectivités à statut particulier	
Corse	1
Métropole de Lyon	1
Département de Mayotte	1

Source : Insee, Code officiel géographique en vigueur en 2015.

LES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE

(en nombre de groupements)

Métropoles	11
Communautés urbaines	9
Communautés d'agglomération	226
Communautés de communes	1 884
Syndicats d'agglomération nouvelle	3
Ensemble	2 133

Source : DGCL, Banatic.

Champ : France.

LES SYNDICATS

(en nombre de syndicats)

Syndicats intercommunaux à vocation unique	8 392
Syndicats intercommunaux à vocation multiple	1 185
Syndicats mixtes	3 025
Pôles métropolitains	9
Pôles d'équilibre territorial et rural	55
Ensemble	12 666

Source : DGCL, Banatic.

Champ : France hors Mayotte.

2-3 Les groupements de collectivités territoriales

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE DEPUIS 2011

Au 1 ^{er} janvier	2011	2012	2013	2014	2015
Métropole	-	1	1	1	11
Communauté urbaine	16	15	15	15	9
Communauté d'agglomération	191	202	213	222	226
Communauté de communes	2 387	2 358	2 223	1 903	1 884
Syndicat d'agglomération nouvelle	5	5	4	4	3
Nombre d'EPIC à fiscalité propre	2 599	2 581	2 456	2 145	2 133
Métropole de Lyon	-	-	-	-	1
Nombre total de communes regroupées**	35 041	35 305	36 049	36 614	36 588
Population totale* regroupée (en millions d'habitants)**	58,8	59,3	60,9	62,6	62,9
<i>dont à fiscalité professionnelle unique :</i>					
<i>Nombre de groupements</i>	1 321	1 339	1 356	1 288	1 309
<i>Nombre de communes regroupées**</i>	18 217	18 798	20 594	22 698	23 157
<i>Population totale regroupée* (en millions d'hab.)**</i>	47,6	48,5	50,5	53,2	54,0

Sources : DGCL, Banatic ; Insee, Recensements de la population.

Champ : France.

* Population totale, en vigueur au 1^{er} janvier de chaque année, des communes composant les groupements.

** y compris les communes et la population de la métropole de Lyon en 2015.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE SYNDICATS DEPUIS 2011

(en nombre de syndicats)

Au 1 ^{er} janvier	2011	2012	2013	2014	2015
SIVU	10 474	10 181	9 721	8 965	8 392
SIVOM	1 361	1 344	1 305	1 233	1 185
Syndicat mixte	3 256	3 256	3 265	3 185	3 025
Pôle métropolitain	-	1	8	9	9
Pôle d'équilibre territorial et rural	-	-	-	-	55
Total	15 091	14 782	14 299	13 392	12 666

Source : DGCL, Banatic.

Champ : France hors Mayotte.

La population de la République française 2-4

POPULATION MUNICIPALE EN VIGUEUR EN 2015 (millésimée 2012) (en nombre d'habitants)

	Population municipale	Taux d'évolution sur 5 ans
Alsace	1 859 869	1,8%
Aquitaine	3 285 970	4,3%
Auvergne	1 354 104	1,1%
Bourgogne	1 641 130	0,4%
Bretagne	3 237 097	3,7%
Centre	2 563 586	1,5%
Champagne-Ardenne	1 339 270	0,0%
Corse	316 257	5,7%
Franche-Comté	1 175 684	1,5%
Île-de-France	11 898 502	2,6%
Languedoc-Roussillon	2 700 266	5,4%
Limousin	738 633	0,2%
Lorraine	2 349 816	0,4%
Midi-Pyrénées	2 926 592	4,1%
Nord-Pas-de-Calais	4 050 756	0,7%
Basse-Normandie	1 477 209	1,1%
Haute-Normandie	1 845 547	1,6%
Pays de la Loire	3 632 614	4,3%
Picardie	1 922 342	1,2%
Poitou-Charentes	1 783 991	2,5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 935 576	1,5%
Rhône-Alpes	6 341 160	4,5%
Guadeloupe	403 314	0,7%
Martinique	388 364	-2,4%
Guyane	239 648	12,5%
La Réunion	833 944	5,0%
Mayotte (recensement 2012)	212 645	14,0%
France	65 453 886	2,6%
dont : métropole	63 375 971	2,6%
DOM	2 077 915	4,3%
Collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie		
Saint-Pierre-et-Miquelon	6 069	
Saint-Barthélemy	9 131	
Saint-Martin	35 742	
Polynésie française (recensement 2012)	268 270	
Wallis-et-Futuna (recensement 2013)	12 197	
Nouvelle-Calédonie (recensement 2014)	268 767	
Ensemble République française	66 054 062	

Source : Insee, Recensement de la population.

2-5 La population des départements

POPULATIONS MUNICIPALES EN VIGUEUR EN 2010 ET 2015

(en nombre d'habitants)

Départements	Population municipale		Taux d'évolution sur 5 ans
	2010 (millésimée 2007)	2015 (millésimée 2012)	
01 Ain	574 377	612 191	6,6%
02 Aisne	537 820	540 888	0,6%
03 Allier	343 114	342 911	-0,1%
04 Alpes-de-Haute-Provence	156 067	161 241	3,3%
05 Hautes-Alpes	132 482	139 554	5,3%
06 Alpes-Maritimes	1 082 465	1 082 014	0,0%
07 Ardèche	309 456	318 407	2,9%
08 Ardennes	284 749	282 778	-0,7%
09 Ariège	148 568	152 366	2,6%
10 Aube	300 840	305 606	1,6%
11 Aude	345 779	362 339	4,8%
12 Aveyron	274 425	276 229	0,7%
13 Bouches-du-Rhône	1 958 926	1 984 784	1,3%
14 Calvados	673 667	687 854	2,1%
15 Cantal	149 057	147 415	-1,1%
16 Charente	349 535	353 657	1,2%
17 Charente-Maritime	605 410	628 733	3,9%
18 Cher	314 599	311 897	-0,9%
19 Corrèze	242 038	241 247	-0,3%
2A Corse-du-Sud	139 362	145 429	4,4%
2B Haute-Corse	159 847	170 828	6,9%
21 Côte-d'Or	519 143	527 403	1,6%
22 Côtes-d'Armor	576 049	595 531	3,4%
23 Creuse	123 861	121 517	-1,9%
24 Dordogne	406 793	416 384	2,4%
25 Doubs	520 133	531 062	2,1%
26 Drôme	473 428	491 334	3,8%
27 Eure	572 105	591 616	3,4%
28 Eure-et-Loir	422 411	432 107	2,3%
29 Finistère	885 906	901 293	1,7%
30 Gard	689 847	725 618	5,2%
31 Haute-Garonne	1 202 920	1 279 349	6,4%
32 Gers	183 615	189 530	3,2%
33 Gironde	1 409 345	1 483 712	5,3%
34 Hérault	1 011 207	1 077 627	6,6%
35 Ille-et-Vilaine	955 846	1 007 901	5,4%
36 Indre	232 799	228 692	-1,8%
37 Indre-et-Loire	583 086	596 937	2,4%
38 Isère	1 178 714	1 224 993	3,9%
39 Jura	258 897	260 932	0,8%
40 Landes	367 492	392 884	6,9%
41 Loir-et-Cher	326 291	331 656	1,6%
42 Loire	740 668	753 763	1,8%
43 Haute-Loire	220 437	225 686	2,4%
44 Loire-Atlantique	1 246 798	1 313 321	5,3%
45 Loiret	647 733	662 297	2,2%
46 Lot	171 173	174 346	1,9%
47 Lot-et-Garonne	324 170	332 119	2,5%
48 Lozère	76 880	76 889	0,0%
49 Maine-et-Loire	770 777	795 557	3,2%
50 Manche	495 153	499 340	0,8%
51 Marne	566 491	568 750	0,4%
52 Haute-Marne	187 407	182 136	-2,8%
53 Mayenne	300 643	307 453	2,3%

La population des départements **2-5**

Départements	Population municipale		Taux d'évolution sur 5 ans	
	2010 (millésimée 2007)	2015 (millésimée 2012)		
54	Meurthe-et-Moselle	726 592	733 266	0,9%
55	Meuse	193 962	192 800	-0,6%
56	Morbihan	702 487	732 372	4,3%
57	Moselle	1 039 023	1 046 468	0,7%
58	Nièvre	221 488	216 786	-2,1%
59	Nord	2 564 950	2 587 128	0,9%
60	Oise	796 624	810 300	1,7%
61	Orne	292 609	290 015	-0,9%
62	Pas-de-Calais	1 456 726	1 463 628	0,5%
63	Puy-de-Dôme	626 639	638 092	1,8%
64	Pyrénées-Atlantiques	643 090	660 871	2,8%
65	Hautes-Pyrénées	228 594	228 854	0,1%
66	Pyrénées-Orientales	437 157	457 793	4,7%
67	Bas-Rhin	1 084 840	1 104 667	1,8%
68	Haut-Rhin	742 408	755 202	1,7%
69	Rhône	1 677 073	1 762 866	5,1%
70	Haute-Saône	237 197	239 750	1,1%
71	Saône-et-Loire	551 842	555 039	0,6%
72	Sarthe	556 946	567 382	1,9%
73	Savoie	405 535	421 105	3,8%
74	Haute-Savoie	706 708	756 501	7,0%
75	Paris	2 193 030	2 240 621	2,2%
76	Seine-Maritime	1 244 611	1 253 931	0,7%
77	Seine-et-Marne	1 289 524	1 353 946	5,0%
78	Yvelines	1 403 957	1 412 356	0,6%
79	Deux-Sèvres	362 944	371 583	2,4%
80	Somme	565 910	571 154	0,9%
81	Tarn	369 189	378 947	2,6%
82	Tarn-et-Garonne	231 763	246 971	6,6%
83	Var	995 934	1 021 669	2,6%
84	Vaucluse	538 141	546 314	1,5%
85	Vendée	607 430	648 901	6,8%
86	Vienne	421 891	430 018	1,9%
87	Haute-Vienne	371 102	375 869	1,3%
88	Vosges	380 304	377 282	-0,8%
89	Yonne	341 418	341 902	0,1%
90	Territoire de Belfort	142 444	143 940	1,1%
91	Essonne	1 201 994	1 237 507	3,0%
92	Hauts-de-Seine	1 544 411	1 586 434	2,7%
93	Seine-Saint-Denis	1 502 340	1 538 726	2,4%
94	Val-de-Marne	1 302 889	1 341 831	3,0%
95	Val-d'Oise	1 160 721	1 187 081	2,3%
971	Guadeloupe	400 584	403 314	0,7%
972	Martinique	397 730	388 364	-2,4%
973	Guyane	213 031	239 648	12,5%
974	La Réunion	794 107	833 944	5,0%
976	Mayotte*	186 452	212 645	14,0%
France		63 787 142	65 453 886	2,6%
dont Métropole		61 795 238	63 375 971	2,6%
DOM		1 991 904	2 077 915	4,3%

Source : Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

* Le département de Mayotte a été recensé en 2007 et 2012.

2-6 Les communes par taille

POPULATION MUNICIPALE EN VIGUEUR EN 2015

(millésimée 2012)

Strates démographiques	Métropole		DOM	
	Nombre de communes	Population	Nombre de communes	Population
Moins de 50 habitants	909	31 321	-	-
50 à 99 habitants	2 566	194 507	-	-
100 à 199 habitants	5 898	869 708	2	275
200 à 299 habitants	4 593	1 131 531	1	285
300 à 399 habitants	3 390	1 174 371	-	-
400 à 499 habitants	2 450	1 093 855	-	-
500 à 699 habitants	3 773	2 234 198	1	531
700 à 999 habitants	3 275	2 734 047	2	1 762
1 000 à 1 499 habitants	2 984	3 628 407	3	3 555
1 500 à 1 999 habitants	1 614	2 785 109	9	15 603
2 000 à 2 499 habitants	996	2 221 236	1	2 483
2 500 à 2 999 habitants	675	1 845 820	1	2 535
3 000 à 3 499 habitants	503	1 623 585	3	9 468
3 500 à 3 999 habitants	399	1 494 605	5	18 668
4 000 à 4 999 habitants	514	2 281 836	6	27 255
5 000 à 5 999 habitants	376	2 056 294	9	48 473
6 000 à 8 999 habitants	589	4 282 420	23	168 558
9 000 à 9 999 habitants	124	1 176 125	6	57 765
10 000 à 19 999 habitants	482	6 667 346	26	347 975
20 000 à 29 999 habitants	173	4 229 357	13	316 736
30 000 à 49 999 habitants	133	5 122 188	8	285 563
50 000 à 79 999 habitants	61	3 696 049	6	354 051
80 000 à 99 999 habitants	13	1 147 312	2	166 490
100 000 à 199 999 habitants	28	3 754 065	2	249 884
200 000 à 299 999 habitants	6	1 514 253	-	-
300 000 habitants et plus	5	4 386 426	-	-
Total	36 529	63 375 971	129	2 077 915

Source : Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

Le département de Mayotte a été recensé en 2012.

Les communes de plus de 100 000 habitants 2-7

LES 41 COMMUNES DE PLUS DE 100 000 HABITANTS

(en nombre d'habitants)

Rang	Ville (n° du département)	Population municipale		Taux d'évolution sur 5 ans
		2010 (millésimée 2007)	2015 (millésimée 2012)	
1	Paris (75)	2 193 030	2 240 621	2,2 %
2	Marseille (13)	852 395	852 516	0,0 %
3	Lyon (69)	472 330	496 343	5,1 %
4	Toulouse (31)	439 453	453 317	3,2 %
5	Nice (06)	348 721	343 629	-1,5 %
6	Nantes (44)	283 025	291 604	3,0 %
7	Strasbourg (67)	272 123	274 394	0,8 %
8	Montpellier (34)	253 712	268 456	5,8 %
9	Bordeaux (33)	235 178	241 287	2,6 %
10	Lille (59)	225 789	228 652	1,3 %
11	Rennes (35)	207 922	209 860	0,9 %
12	Reims (51)	183 500	181 893	-0,9 %
13	Le Havre (76)	179 751	173 142	-3,7 %
14	Saint-Étienne (42)	175 318	171 483	-2,2 %
15	Toulon (83)	166 537	164 899	-1,0 %
16	Grenoble (38)	156 793	158 346	1,0 %
17	Dijon (21)	151 543	152 071	0,3 %
18	Angers (49)	151 108	149 017	-1,4 %
19	Nîmes (30)	143 468	146 709	2,3 %
20	Villeurbanne (69)	138 151	146 282	5,9 %
21	Saint-Denis (974)	140 733	145 238	3,2 %
22	Le Mans (72)	144 164	143 599	-0,4 %
23	Clermont-Ferrand (63)	139 501	141 569	1,5 %
24	Aix-en-Provence (13)	143 404	141 148	-1,6 %
25	Brest (29)	142 722	139 676	-2,1 %
26	Limoges (87)	138 882	136 221	-1,9 %
27	Tours (37)	136 578	134 978	-1,2 %
28	Amiens (80)	134 737	132 727	-1,5 %
29	Perpignan (66)	116 041	120 489	3,8 %
30	Metz (57)	123 580	119 551	-3,3 %
31	Boulogne-Billancourt (92)	111 045	117 126	5,5 %
32	Besançon (25)	117 836	116 353	-1,3 %
33	Orléans (45)	113 234	114 286	0,9 %
34	Rouen (76)	108 569	111 557	2,8 %
35	Mulhouse (68)	111 394	110 755	-0,6 %
36	Caen (14)	109 630	108 365	-1,2 %
37	Saint-Denis (93)	100 800	108 274	7,4 %
38	Nancy (54)	105 349	105 067	-0,3 %
39	Argenteuil (95)	102 572	104 962	2,3 %
40	Saint-Paul (974)	101 023	104 646	3,6 %
41	Montreuil (93)	102 097	103 520	1,4 %

Source : Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

2-8 Les groupements de communes à fiscalité propre par taille

RÉPARTITION DES GROUPEMENTS DE COMMUNES À FISCALITÉ PROPRE PAR TAILLE DÉMOGRAPHIQUE AU 1^{er} JANVIER 2015

en nombre de groupements comportant ⁽¹⁾ :	Métropoles	CU			CC		SAN	EPCI à FP	
		FPU	FA	CA	FPU	FA		Total	dont FPU
Moins de 700 habitants	-	-	-	-	-	4	-	4	-
De 700 à 999 habitants	-	-	-	-	1	7	-	8	1
De 1 000 à 1 999 habitants	-	-	-	-	5	39	-	44	5
De 2 000 à 4 999 habitants	-	-	-	-	76	150	-	226	76
De 5 000 à 9 999 habitants	-	-	-	-	293	317	-	610	293
De 10 000 à 19 999 habitants	-	-	-	-	379	221	1	601	380
De 20 000 à 49 999 habitants	-	-	-	17	280	74	1	372	298
De 50 000 à 99 999 habitants	-	2	1	107	25	10	-	145	134
De 100 000 à 299 999 habitants	1	4	1	96	3	-	1	106	105
300 000 habitants et plus	10	1	-	6	-	-	-	17	17
Total	11	7	2	226	1 062	822	3	2 133	1 309
Nombre total de communes regroupées⁽²⁾ :	453	182	19	4 744	17 704	13 412	15	36 588	23 157
Population totale (en millions d'habitants)^{(1) (2)}	6,3	2,0	0,3	25,9	18,3	8,6	0,1	62,9	54,0

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

FPU : fiscalité professionnelle unique.

FA : fiscalité additionnelle.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2015 (millésimée 2012).

⁽²⁾ Bien qu'elle soit une collectivité territoriale, la métropole de Lyon est ici prise en compte dans le nombre de communes et dans le nombre d'habitants couverts par un EPCI à fiscalité propre car elle en exerce les compétences.

Les principaux groupements de communes à fiscalité propre 2-9

LES 11 MÉTROPOLES AU 1^{er} JANVIER 2015

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
59	Métropole Européenne de Lille	85	1 136 539
33	Bordeaux Métropole	28	751 415
31	Toulouse Métropole	37	738 142
44	Nantes Métropole	24	619 172
06	Métropole Nice Côte d'Azur	49	544 651
76	Métropole Rouen Normandie	71	498 349
67	EuroMétropole de Strasbourg	28	480 894
38	Grenoble-Alpes Métropole	49	447 692
34	Montpellier Méditerranée Métropole	31	441 136
35	Rennes Métropole	43	432 841
29	Brest Métropole	8	212 891
Total		453	6 303 722

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2015 (millésimée 2012).

LES 9 COMMUNAUTÉS URBAINES AU 1^{er} JANVIER 2015

N° du département	Dénomination	Régime fiscal	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
13	CU de Marseille Provence Métropole	FPU	18	1 057 324
54	CU du Grand Nancy	FPU	20	261 808
21	CU Grand Dijon	FPU	24	252 971
72	CU Le Mans Métropole	FA	14	204 252
59	CU de Dunkerque	FPU	18	203 237
62	CU d'Arras	FPU	39	105 889
71	CU Le Creusot Montceau-les-Mines	FPU	27	96 876
50	CU de Cherbourg	FA	5	83 971
61	CU d'Alençon	FPU	36	56 570
Total			201	2 322 898

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2015 (millésimée 2012).

LES 3 SYNDICATS D'AGGLOMÉRATION NOUVELLE AU 1^{er} JANVIER 2015

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾	
13	SAN Ouest Provence	FPU	6	100 303
77	SAN Val d'Europe	FPU	5	29 852
91	SAN de Sénart en Essonne	FPU	4	18 519
Total		15	148 674	

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2015 (millésimée 2012).

2-9 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

LES 102 COMMUNAUTÉS D'AGGLOMÉRATION DE PLUS DE 100 000 HABITANTS AU 1^{er} JANVIER 2015

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
83	CA Toulon Provence Méditerranée	12	432 447
93	CA Plaine Commune	9	414 806
93	CA Est Ensemble	9	402 477
42	CA Saint Etienne Métropole	45	396 161
13	CA du Pays d'Aix en Provence	36	391 536
92	CA Grand Paris Seine Ouest	8	314 621
37	CA Tours	22	296 506
63	CA Clermont Communauté	21	290 356
45	CA Orléans Val de Loire	22	282 743
49	CA Angers Loire Métropole	33	277 506
68	CA Mulhouse Alsace Agglomération	34	269 713
66	CA Perpignan Méditerranée	36	263 901
78	CA Versailles Grand Parc	18	246 992
62	CA de Lens - Liévin	36	245 723
30	CA de Nîmes Métropole	27	245 222
14	CA Caen la Mer	35	242 182
76	CA Havraise	17	240 816
62	CA de Béthune Bruay Noeux et Environs	65	228 530
57	CA Metz Métropole	44	227 187
51	CA Reims Métropole	16	223 087
92	CA du Mont Valérien	3	221 620
26	CA Valence-Romans Sud Rhône-Alpes	51	218 172
974	CA Territoire de la Côte Ouest	5	215 351
87	CA Limoges Métropole	19	210 987
94	CA Val de Bièvre	7	206 519
56	CA Lorient Agglomération	25	205 749
95	CA de Cergy-Pontoise	13	203 013
974	CA Intercommunale du Nord de la Réunion	3	201 366
59	CA Valenciennes Métropole	35	193 520
94	CA Seine Amont	3	189 729
92	CA des Hauts de Bièvre	7	187 578
95	CA le Parisis	10	186 985
84	CA du Grand Avignon	15	186 656
25	CA du Grand Besançon	58	182 978
06	CA de Sophia Antipolis	24	180 006
80	CA Amiens Métropole	33	178 723
974	CA CIVIS (Communauté Intercommunale des Villes Solidaires)	6	177 370
78	CA de la Boucle de la Seine	7	173 645
95	CA Val de France	6	168 610
17	CA de la Rochelle	28	168 394
972	CA du Centre de la Martinique	4	164 989
06	CA des Pays de Lérins	5	160 984
59	CA de la Porte du Hainaut	46	159 486
94	CA Plaine Centrale du Val de Marne	3	156 562
91	CA Europ'Essonne	14	154 751
59	CA du Douaisis	35	154 041
64	CA Pau-Pyrénées	14	149 902
78	CA de Saint Quentin en Yvelines	7	146 971
92	CA Sud de Seine	4	145 590
74	CA d'Annecy	13	145 579
13	CA Salon Etang de Berre Durance	17	143 218
86	CA Grand Poitiers	13	142 751
56	CA Vannes Agglo	24	139 307
91	CA du Val d'Orge	10	138 372
95	CA Argenteuil - Bezons	2	135 003
10	CA Grand Troyes	19	133 778

Les principaux groupements de communes à fiscalité propre 2-9

N° du département	Dénomination	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
08	CA Charleville-Mézières/Sedan	65	133 336
92	CA Seine-Défense	2	132 464
73	CA Chambéry Métropole	24	129 010
64	CA Agglomération Côte Basque Adour	5	128 595
59	CA Maubeuge Val de Sambre	42	128 134
11	CA Le Grand Narbonne	39	126 689
28	CA Chartres Métropole	47	125 751
974	CA du Sud	4	125 676
62	CA d'Hénin-Carvin	14	125 168
91	CA du Plateau de Saclay	11	124 889
974	CA Intercommunale de la Réunion Est	6	123 854
44	CA de la Région Nazairienne et de l'Estuaire	10	123 334
973	CA du Centre Littoral	6	122 758
972	CA de l'Espace Sud de la Martinique	12	122 406
95	CA de la Vallée de Montmorency	9	122 146
79	CA du Niortais	45	122 080
93	CA Terres de France	3	120 243
62	CA du Boulonnais	22	119 925
22	CA Saint-Brieuc Agglomération Baie d'Armor	14	119 804
25	CA du Pays de Montbéliard	29	119 560
78	CA de Mantes en Yvelines	35	116 487
91	CA Evry Centre Essonne	6	116 149
28	CA Agglo du Pays de Dreux	78	113 595
34	CA de Béziers-Méditerranée	13	113 514
16	CA du Grand Angoulême	16	112 047
77	CA Melun Val de Seine	14	111 110
83	CA Var Esterel Méditerranée	5	110 330
19	CA du Bassin de Brive	49	109 945
71	CA Chalon - Val de Bourgogne	38	109 388
41	CA de Blois - Agglopolys	48	108 460
972	CA du Pays Nord Martinique	18	107 632
11	CA Carcassonne Agglo	73	107 584
78	CA Saint Germain Seine et Forêts	10	107 477
94	CA Haut Val de Marne	7	107 129
971	CA Cap Excellence	3	105 615
83	CA Dracénoise	19	105 487
13	CA du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	12	104 805
68	CA de Colmar	14	104 656
77	CA de Sénart	8	104 398
42	CA Roannais Agglomération	40	104 077
06	CA du Pays de Grasse	23	103 600
38	CA Porte de l'Isère	22	103 332
91	CA les Portes de l'Essonne	5	102 766
30	CA Alès Agglomération	50	102 011
53	CA de Laval	20	100 352
18	CA Bourges Plus	16	100 234
Total		2 184	17 448 769

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2015 (millésimée 2012).

2-9 Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

LES 38 COMMUNAUTÉS DE COMMUNES DE PLUS DE 50 000 HABITANTS AU 1^{er} JANVIER 2015

N° du département	Dénomination	Régime fiscal	Nb total de communes	Population totale ⁽¹⁾
77	CC Plaines et Monts de France	FPU	37	113 207
59	CC de Flandre Intérieure	FPU	50	103 181
38	CC du Pays du Grésivaudan	FPU	47	102 236
59	CC Pévèle-Carembault	FPU	38	93 769
56	CC Auray Quiberon Terre Atlantique	FPU	24	85 897
01	CC du Pays de Gex	FA	27	85 512
92	CC de Châtillon - Montrouge	FA	2	84 694
973	CC de l'Ouest Guyanais	FPU	8	81 389
59	CC Coeur d'Ostrevent	FPU	21	74 104
17	CC de la Haute Saintonge	FA	131	69 763
76	CC Caux Vallée de Seine	FPU	47	69 679
84	CC des Pays de Rhône et Ouvèze	FPU	7	68 828
35	CC du Pays de Redon	FPU	30	67 204
01	CC de la Plaine de l'Ain	FPU	33	66 502
59	CC du Caudrésis et du Catésis	FPU	46	66 341
91	CC de l'Arpajonnais	FPU	14	65 740
44	CC du Pays d'Ancenis	FPU	29	63 118
33	CC du Bassin d'Arcachon Nord Atlantique	FA	8	61 696
40	CC Marenne Adour Côte Sud	FPU	23	61 316
54	CC de l'Agglomération de Longwy	FA	21	60 476
78	CC de l'Ouest Parisien	FA	3	59 733
01	CC Haut - Bugey	FPU	37	59 353
91	CC du Val d'Essonne	FPU	21	59 280
44	CC d'Erdre et Gesvres	FPU	12	58 055
83	CC du Golfe de Saint-Tropez	FA	12	56 550
29	CC du Pays de Quimperlé	FPU	16	56 536
64	CC de Lacq-Orthez	FPU	61	55 231
59	CC des Hauts de Flandre	FPU	41	55 025
17	CC des Vals de Saintonge	FPU	112	54 906
60	CC du Pays de Valois	FA	62	54 801
66	CC des Albères et de la Côte Vermeille	FPU	15	54 614
57	CC du Pays Orne Moselle	FA	13	54 024
91	CC Etampois Sud Essonne	FPU	38	53 866
68	CC des Trois Frontières	FA	10	53 666
38	CC du Pays Roussillonnais	FPU	22	52 186
81	CC Tarn et Dadou	FPU	29	51 741
57	CC Rives de Moselle	FPU	20	51 637
69	CC de l'Ouest Rhodanien	FPU	36	51 345
Total			1 203	2 537 201

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

⁽¹⁾ Population totale en vigueur en 2015 (millésimée 2012).